



**Fédération Syndicale Unitaire**  
**Enseignement - Education - Recherche - Culture - Formation - Insertion**  
**Section départementale de la Lozère**  
**Espace Jean Jaurès**  
**Rue Charles Morel**  
**48000 MENDE**

[fsu48@fsu.fr](mailto:fsu48@fsu.fr)

## **DECLARATION PREALABLE CTSD du 2 mars 2021**

Qualifier l'année scolaire 2019-2020 de « hors norme » nous semble pouvoir faire l'unanimité : confinement national inédit, fermeture des écoles et reprise à la carte ont laissé traces et stigmates encore visibles chez de nombreux élèves, de nombreuses familles et de nombreux personnels.

Mais la crise sanitaire ne s'est pas arrêtée le 1<sup>er</sup> septembre 2020. Elle se prolonge, s'amplifie, et ne donne aucun signe d'issue proche, épuisant psychologiquement tout le pays. Dans les écoles aussi elle se traduit de façon très inquiétante : conditions de travail dégradées avec le port du masque et des consignes contradictoires, flambée des cas contacts et des contaminations, angoisses des familles et des personnels, questionnements et adaptations permanents, gestion à l'interne des non remplacements et des risques de brassage, avec pour conséquences stress, fatigue et fragilité nerveuse et psychologique voire démotivation des personnels. Les personnels sont à bout. Epuisés par un an de gestion calamiteuse de la crise sanitaire où les protocoles se sont enchaînés, où les ordres ont précédé les contre ordres sans que rien n'ait de sens et surtout sans respect des personnels. Oui l'école est restée ouverte mais uniquement car ses personnels la portent à bout de bras, bien souvent au détriment de leur santé. Loin d'une supposée posture, il est de notre devoir de représentants des personnels, dont nous ne sommes que les relais, de faire état de cette réalité.

L'année 2020-2021 est d'ores et déjà elle aussi une année hors norme.

Dans un tel contexte, le ministre de l'Education Nationale aurait dû prendre ses responsabilités en engageant une politique volontariste, ambitieuse et prévoyante, s'appuyant sur un budget à la hauteur des enjeux éducatifs et sociaux. Il n'en est rien, comme il n'en a rien été l'année scolaire précédente puisqu'en pleine crise sanitaire perdurant, il n'a pas anticipé les conséquences de celle-ci sur l'année suivante. Plus grave même, il n'a pas utilisé 200 millions d'euros du budget 2020, soit l'équivalent de quelques 4200 postes.

C'est aussi dans ce contexte que le ministre choisit de poursuivre voire d'accélérer ses réformes. Réforme du CAPPEI, du CAFIPEMF, de la formation initiale, méthode de lecture LEGO, remise en cause des programmes de la maternelle, et réforme de l'éducation prioritaire, faisant fi de l'avis des professionnels, de tout un pan de la recherche, et des partenaires sociaux.

La priorité serait au primaire... Comment accepter que cette supposée priorité se fasse au détriment du secondaire qui perd 1883 postes ?

On nous opposera, comme on le répète à l'envi dans les médias complaisants, que nous « perdons » des élèves. Mais combien de postes ont été supprimés depuis 2002 et non retrouvés depuis quelle que soit la situation démographique ?

Si les effectifs moyens baissent, on est encore loin de la moyenne d'élèves par classe dans les autres pays de l'OCDE, moyenne plus faible que la moyenne française.

Si les effectifs moyens baissent, la société et les élèves ont changé et les conditions en classe ont, elles aussi, changé.

Si les effectifs par classe s'améliorent sur le papier, cela ne masque pas le manque d'investissement au service de la réussite de tous les élèves.

Alors que les écoles fonctionnent dans un contexte très difficile, grâce à des personnels qui les tiennent à bout de bras, il nous semble que cette baisse des effectifs aurait dû être l'occasion d'améliorer encore la qualité du service public d'éducation avec des moyens supplémentaires :

- Pour le remplacement, particulièrement à la peine en période épidémique, permettant ainsi d'assurer la continuité du service public mais aussi permettant aux enseignants de bénéficier enfin d'une réelle formation continue. Nous profitons de cette instance pour nous faire une fois de plus le relais de la profession sur les animations pédagogiques et sa demande d'une organisation adaptée au contexte actuel. Au retour des vacances le seul courriel administratif communiquait sur la boîte mail des écoles les listes récapitulatives des inscrits aux animations pédagogiques, charge une fois de plus aux directeurs-directrices de transmettre cette information aux adjoints.es. Dans cette période de contraintes sanitaires et de couvre-feu, les enseignants ont besoin après 17h, en fin de journée de travail ou le mercredi, à un peu de repos, de légèreté mais aussi de vie personnelle.

- Pour conforter les équipes de R.A.S.E.D. et leur permettre d'aider les élèves en difficulté, qui ont subi de plein fouet le confinement du printemps dernier et les conditions de vie personnelle comme scolaire stressantes de l'année scolaire en cours. Ces personnels, en apportant leur expertise et en venant en soutien des équipes et des élèves les plus fragiles participent eux aussi à lutter contre les inégalités.

- Pour augmenter véritablement les temps de décharge de tous les directeurs et de toutes les directrices d'école dont la charge de travail ne fait que s'accroître année après année. La faible augmentation qui sera accordée à certains pour la rentrée 2021 est loin d'être suffisante. Au plan national, seulement 38% des écoles seront concernées. Pour la FSU, ces légères avancées ne peuvent être qu'une première étape dans un véritable plan qui concernerait toutes les écoles. Il faut dès à présent que les modalités de mise en œuvre des deux jours supplémentaires pour les écoles de 1 à 3 classes entérinent une organisation régulière, afin de respecter le travail des directeurs et directrices concernés.es sans impacter les moyens d'enseignements ou de remplacement.

- Pour une école inclusive à la hauteur des principes de la loi de 2005 tant en terme de formation des personnels PE et AESH, que de recrutement pour un accompagnement de chaque élève en fonction de ses réels besoins. La FSU demande toujours un statut, une revalorisation salariale et une véritable formation initiale et continue pour ces personnels AESH indispensables pour une inclusion de qualité

- Pour alléger les effectifs là où c'est nécessaire...

A la rentrée 2021, les écoles de Lozère devront fonctionner sans poste supplémentaire.

Avec une dotation nulle, monsieur l'Inspecteur d'Académie comment confirmer l'ouverture promise depuis deux ans à Rimeize ? Comment répondre à la situation de Nasbinals ? Comment permettre aux postes d'animateurs soutien, dernières mesures spécifiques en milieu rural, de remplir pleinement leur mission de soutien ? Comment créer du lien entre les écoles isolées comme le faisaient les enseignants des trois postes EMALA aujourd'hui réduit à un seul personnel pour tout le département ?

En conclusion, la crise sanitaire qui frappe notre pays depuis maintenant un an a mis en lumière la nécessité d'un service public de qualité renforcé présent partout dans le pays, dans lequel l'Etat doit investir de façon urgente. Le plan de relance annoncé de 100 milliards d'euros ne concernera au final que les entreprises. Rien pour les services publics. Le gouvernement a beau multiplier les Segur, Grenelle et autre Beauvau, les agents de la fonctions publique, tout comme les usagers ne sont pas dupes.

Au niveau ministériel le dialogue social est régulièrement bafoué. La parole et les propositions de la FSU, partenaire social majeur dans l'éducation, ne sont ni entendues ni retenues à leur juste valeur. Pourtant, élus.es par nos pairs, nous sommes nous aussi l'expression de la démocratie et l'expression d'une majorité.

Dans notre département, le dialogue social semble avoir retrouvé quelques couleurs. La FSU 48, tout en restant vigilante, veut croire en la poursuite de ce fonctionnement respectueux des personnels par le respect de leurs représentants.es. Au plus près du terrain, elle aura toujours à cœur de porter la voix des personnels, de proposer, de construire en apportant son expertise et sa connaissance du terrain lors des échanges en GT comme en instance. Pour préparer cette carte scolaire elle a recueilli les informations auprès de la quasi-totalité des 81 écoles qui ont répondu à nos enquêtes. Il s'agit d'un signal fort : la profession est attachée au paritarisme, à la transparence et à l'équité, et elle sait à quel point les moyens octroyés à l'école sont déterminants pour assurer le pari ambitieux de la réussite de toutes et tous les élèves.

A la FSU aussi, nous pensons que dans la crise que nous connaissons, le meilleur plan de relance qui soit est d'investir dans l'avenir de la jeunesse et dans l'éducation. Aujourd'hui la FSU réclame un véritable plan d'urgence pour l'Ecole et l'université.

Les élus.es FSU au CTSD de la Lozère